

René Schwok

SUISSE - UNION EUROPÉENNE

L'ADHÉSION IMPOSSIBLE?

COLLECTION
**Le
savoir
suisse**

Presses polytechniques et universitaires romandes

1

LES RELATIONS SUISSE - UNION EUROPÉENNE : UN CAS ORIGINAL ET PARADOXAL

Cet ouvrage se propose de présenter une synthèse didactique sur les relations Suisse-Union européenne (UE). Une telle étude n'existe en effet ni en français ni en allemand ni en anglais. On trouve certes de nombreux ouvrages sur ce thème, mais il s'agit soit de livres engagés politiquement, soit d'ouvrages collectifs, soit d'études très techniques.

Notre objectif est de mettre à la portée d'un public élargi les analyses et les travaux scientifiques effectués sur cette question dans une perspective pluridisciplinaire.

Nous sommes conscients que l'étude des relations entre la Suisse et l'Union européenne peut paraître bien rébarbative. On se perd dans une myriade d'accords et de référendums. On se noie dans une masse de détails.

De plus, nous souffrons d'une impression de « déjà vu ». L'histoire semble se répéter depuis près de 60 ans. Au fond, une majorité de Suisses ne veut pas adhérer à l'Union européenne. Et pourtant, elle refuse une marginalisation. Donc la trame de la relation Suisse-UE se résume à une seule formule : adhésion improbable, marginalisation impossible. Le plus étrange est qu'à chaque fois on semble le redécouvrir. Le sujet est néanmoins plus spectaculaire et plus paradoxal qu'il n'y paraît à première vue. Effectivement, le cas de la Suisse est loin d'être banal. Il s'agit du seul pays européen d'importance qui refuse de manière constante une adhésion à l'Union européenne.

On aurait pu comprendre une attitude aussi rétive de la part d'un Etat peu peuplé. Mais il s'agit d'un pays dont la population dépasse 7 millions de personnes. Dans l'UE à vingt-cinq membres, il y a onze Etats qui ont moins d'habitants que la Suisse !

La singularité de la Confédération aurait suscité moins d'interrogations s'il s'était agi d'un pays dans un certain isolement géographique comme la Norvège, ou d'une île comme l'Islande. Mais l'interdépendance entre la Suisse et ses voisins européens est totale, que ce soit d'un point de vue politique, démographique, économique, culturel ou scientifique.

La Suisse possède, faut-il le redire, des frontières communes avec l'Allemagne, la France et l'Italie, trois Etats fondateurs de l'UE. Elle se situe au cœur de l'Europe lotharingienne, le territoire même qui est considéré comme le lieu de naissance et le foyer de la construction européenne.

De plus, la Confédération embrasse les langues, les cultures, les traditions et les religions de ces trois pays. Nous sommes très loin des cas de la Turquie, de l'Albanie ou de la Bosnie.

L'entremêlement démographique est également total. La Suisse voit ainsi chaque jour 700 000 personnes traverser ses frontières dans les deux sens. Près de 870 000 citoyens de l'UE résident dans la Confédération. Alors que près de 380 000 Suisses vivent dans l'UE.

Par ses traditions politiques, la Suisse figure aussi comme un pays européen par excellence. Elle possède une ancienne et riche tradition de régime parlementaire. Ses partis politiques ressemblent à ceux des Etats voisins. Ses débats et mouvements intellectuels sont inséparables de ceux des autres pays occidentaux.

Finalement, en termes économiques, la Suisse a toujours été profondément intégrée dans l'UE. Environ 60% des exportations suisses sont dirigées vers le marché communautaire et près de 80% de ses importations en sont originaires. Environ 43% des investissements directs suisses sont destinés aux pays membres de l'Union. En 2005, les entreprises suisses employaient plus de 850 000 personnes dans les pays de l'UE.

Pour l'UE elle-même, la Suisse est un partenaire commercial important. Elle constitue en effet son deuxième marché d'exportations, derrière les Etats-Unis, mais loin devant la Russie, la Chine ou le Japon (<http://ec.europa.eu/comm/trade/>).

Tout aurait donc dû concourir à ce que la Suisse entre de plain-pied dans l'Union européenne. Pourtant, elle n'a pas l'in-

tention de le faire. Elle a toujours privilégié des solutions intermédiaires, une troisième voie entre une adhésion et la marginalisation.

Il importe d'exposer en détail les différentes méthodes utilisées dans cette politique de troisième voie. L'UE et la Confédération ont fait preuve d'une grande inventivité avec des concepts tels qu'une zone de libre-échange, un Espace économique européen et des accords bilatéraux.

Bien qu'il s'agisse de succès, il est nécessaire de rappeler que ces mécanismes ingénieux ont été engendrés dans la douleur et qu'ils ont, à chaque fois, provoqué d'intenses débats en Suisse.

L'histoire de la politique européenne de la Confédération ne va pas s'arrêter avec la deuxième série d'accords bilatéraux. Une vingtaine de nouveaux dossiers pourraient faire l'objet de négociations au cours des prochaines années.

Surtout, de nouveaux concepts apparaissent. Nous essayerons de montrer les trésors de subtilité que recèlent les notions d'accord-cadre, d'union douanière et d'adhésion « light ».

L'objectif de cet ouvrage, c'est aussi d'expliquer pourquoi les Helvètes restent rebelles à l'intégration européenne. Nous discuterons ainsi de manière dialectique les motifs identitaires, politiques et économiques qui fondent leurs réticences.